

RCS : ST ETIENNE

Code greffe : 4202

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ST ETIENNE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 01860

Numéro SIREN : 892 034 612

Nom ou dénomination : A.F.T. Import-Export

Ce dépôt a été enregistré le 15/12/2020 sous le numéro de dépôt A2020/009137

CARPa De La Loire

Caisse des Règlements Pécuniaires des Avocats du Barreau de Saint-Etienne

Association loi 1901 Déclarée en Préfecture de la Loire le 16/10/19 RNA W 423013439 publiée au J.O. le 16/11/19

Date : 9/12/22

Signature :

BORDEREAU D'INSTRUCTIONS

BARREAU DE : SAINT ETIENNE

CABINET : Laurent BRIET

STRUCTURE N° : 149

NOM AVOCAT : Briet

☒ AFFAIRE NOUVELLE

REF. DANS LES LIVRES DU CABINET (FACULTATIF) : 356

☐ AFFAIRE EXISTANTE N° :

☐ AFFAIRE A CLOTURER

NOM DE L'AFFAIRE : POUR (NOM) : SAS AFT Ingat Expert

CONTRE (NOM) :

CODE NATURE OBLIGATOIRE (Cf. ANNEXE) : 3 (copie Service)

☐ DEMANDE DE R.I.B. CARPA

GREFFE TC ST ETIENNE

N° gestion : 2020 B1560

le : 15 DEC. 2020

N° dépôt : 9137

DEPOT DE FONDS

PRECISER LE LIEN DE L'EMETTEUR DU CHEQUE AVEC L'AFFAIRE (EN CAS DE NOM DIFFERENT) ET SI CHEQUE DE BANQUE, L'IDENTITE DU DONNEUR D'ORDRE A L'ORIGINE DE SON EMISSION

☒ CHEQUE ☐ VIREMENT ☐ CHEQUE ETRANGER ☐ AUTRE

EMETTEUR : M^r Fabrice TRABACCHIN MONTANT 3000,00 DEVISE : €

☒ CHEQUE ☐ VIREMENT ☐ CHEQUE ETRANGER ☐ AUTRE

EMETTEUR : M^r Angelo TRABACCHIN MONTANT 7000,00 DEVISE : €

NOTE :

RETRAIT DE FONDS

☐ CHEQUE ☐ VIREMENT ☐ VIREMENT INTERNATIONAL ☐ VIREMENT INTRA-BARREAU : POUR STRUCTURE N°

D'UN MONTANT DE , DEVISE :

BENEFICIAIRE : ☐ TIERS, PRECISER HUISSIER, NOTAIRE, ETC :

ADRESSE DU BENEFICIAIRE : CODE POSTAL VILLE

(POUR TOUS VIREMENTS, JOINDRE OBLIGATOIREMENT LE RIB DU DESTINATAIRE DES FONDS)

☐ CHEQUE ☐ VIREMENT ☐ VIREMENT INTERNATIONAL ☐ VIREMENT INTRA-BARREAU : POUR STRUCTURE N°

D'UN MONTANT DE , DEVISE :

BENEFICIAIRE : ☐ TIERS, PRECISER HUISSIER, NOTAIRE, ETC :

ADRESSE DU BENEFICIAIRE : CODE POSTAL VILLE

☐ CHEQUE ☐ VIREMENT ☐ VIREMENT INTERNATIONAL ☐ VIREMENT INTRA-BARREAU : POUR STRUCTURE N°

D'UN MONTANT DE , DEVISE :

BENEFICIAIRE : ☐ TIERS, PRECISER HUISSIER, NOTAIRE, ETC :

ADRESSE DU BENEFICIAIRE : CODE POSTAL VILLE

HONORAIRES AVOCAT :

☐ CHEQUE ☐ VIREMENT

MONTANT , €

FRAIS, DEBOURS ET EMOLUMENTS AVOCAT :

☐ CHEQUE ☐ VIREMENT

MONTANT , €

OBLIGATOIRE : JOINDRE AU PRESENT BORDEREAU L'AUTORISATION DU CLIENT ET LA FACTURE OU L'ETAT DE FRAIS

Crédit Mutuel

CCM LYON PERRACHE

Payez contre ce chèque en euros
non endossable sauf au profit d'un établissement bancaire ou assimilé

Somme en toutes lettres

à Laurent Briel compte CARRA

Payable en France
CCM LYON PERRACHE
5 COURS CHARLEMAGNE
69002 LYON
TEL 04 37 70 39 10

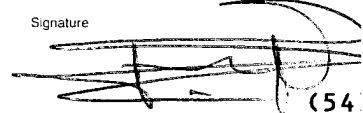
chèque n°: 5186292
10278 07374 00020476903
M FABRICE TRABACCHIN
7 RUE DES VARENNES
69660 COLLONGES AU MONT D OR

5186292069010278901
737420476903

€ 3000,00 €

A St Etienne
LE 31/12/2020

Signature

 (54)

5186292 069010278908 737420476903

Crédit Mutuel

CCM LYON PERRACHE

Payez contre ce chèque en euros
non endossable sauf au profit d'un établissement bancaire ou assimilé

Somme en toutes lettres

à Laurent Briel compte CARRA

Payable en France
CCM LYON PERRACHE
5 COURS CHARLEMAGNE
69002 LYON
TEL 04-37-70-39-10

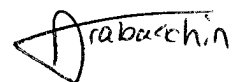
chèque n°: 5115087
10278 07374 00020483101
M ANGELO TRABACCHIN
7 RUE DES VARENNES
69660 COLLONGES AU MONT D OR

5115087069010278908
737420483101

€ 7000,00 €

A Saint-Etienne
LE 31/12/2020

Signature

 (10)

5115087 069010278908 737420483101

GREFFE TC ST ETIENNE	
N° gestion :	2020 B4860
le :	15 DEC. 2020
N° dépôt :	9137
Visa du greffier :	

LISTE DES FUTURS ASSOCIES ET ETAT DES VERSEMENTS

«A.F.T. Import-Export », société par actions simplifiée en formation, régie par les articles L 210-1 et suivants du Code de Commerce et le décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales, au capital de 10.000 € divisé en 10.000 actions de numéraire de 1 € chacune, totalement libéré, ayant son siège à VEAUCHE (42340) 30 Avenue d'Andrézieux, dont les statuts sont établis suivant acte sous seings privés en date de ce jour.

Liste des futurs associés et état des sommes remises par chacun d'eux à **Monsieur Angelo TRABACCHIN** préalablement à la signature des statuts, pour le compte de la société en formation, à la CARPA de la Loire auprès de l'ordre des avocats du barreau de SAINT ETIENNE .

NOM - PRENOM USUEL - DOMICILE DES FUTURS ASSOCIES APORTEURS DE NUMERAIRE	VERSEMENTS EFFECTUES	NOMBRE ACTIONS CORRESPONDANT AUX VERSEMENTS
1. Monsieur Angelo TRABACCHIN	7.000 €	7.000
2. Monsieur Fabrice TRABACCHIN	3.000 €	3.000
NOMBRE TOTAL DES FUTURS ASSOCIES : 2		
TOTAL DES VERSEMENTS EFFECTUES	10.000 €	
TOTAL DES ACTIONS CORRESPONDANT A CES VERSEMENTS		10.000

La présente liste et le présent état sont certifiés exacts par **Monsieur Angelo TRABACCHIN**

Fait à SAINT ETIENNE, le 14/12/2020



STATUTS

Le ou les soussignés visés infra en 0 ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée devant exister entre eux.

0 - IDENTIFICATION DES PARTIES - DECLARATIONS

- Monsieur Angelo TRABACCHIN

Célibataire

demeurant à VEAUCHE (42340) 30 Avenue d'Andrézieux

Né à SAINT ETIENNE (42000), le 25 mai 1998

- Monsieur Fabrice TRABACCHIN

époux de Madame Sandrine D'ANGELO

demeurant ensemble à VEAUCHE (42340) 30 Avenue d'Andrézieux

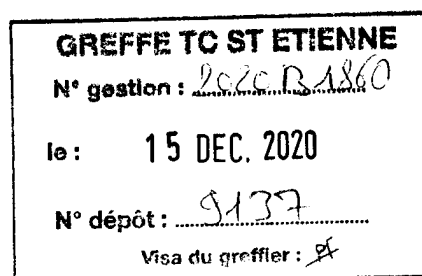
Nés, savoir :

Monsieur Fabrice TRABACCHIN à LYON (69003)

le 30 avril 1966

Madame Sandrine TRABACCHIN à SAINT ETIENNE (42000)

le 09 juin 1973



mariés sous le régime légal de la communauté de biens à défaut de contrat de mariage préalablement à leur union célébrée en la Mairie de SAINT ETIENNE (42000), le 14 septembre 1996.

1/ FORME

Il est institué, entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui pourront être créées par la suite, une société par actions simplifiée. Elle est régie par les présents statuts et par les dispositions spécifiques des articles L227-1 et suivants du Code de Commerce, de la loi n°94-1 du 3 janvier 1994 et par la loi n°99-587 du 12 juillet 1999 qui lui sont applicables.

2/ OBJET

La société a pour objet :

- Négocier de tout produit du bâtiment, de décoration d'intérieur ou d'extérieur pour les particuliers et professionnels ;
- L'import-export, la livraison et la pose de ces produits
- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

La société peut recourir, en tous lieux, à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils concourent ou peuvent concourir, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement les intérêts industriels, commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation.

La société ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

3/ DENOMINATION

La société a pour dénomination : «**A.F.T. Import-Export**» et par abréviation «**AFTIE**»

Sur tous actes ou sur tous documents émanant de la société et destinés aux tiers, il sera indiqué la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales (SAS) et de l'énonciation du capital social.

4/ SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé à **VEAUCHE (42340) 30 Avenue d'Andrézieux**, du ressort du Greffe du Tribunal de Commerce de SAINT ETIENNE lieu de son immatriculation au R.C.S.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président. Tout transfert en un autre lieu du territoire français sera pris par décision collective des associés dans les formes prévues à l'article 17.

5/ DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus aux présents statuts.

6/ APPORTS

Il est apporté à la société :

6.1 Apports en numéraire

Une somme de DIX MILLE EUROS (10.000 €) correspondant à la valeur nominale de 10.000 actions, qui a été déposée en compte CARPA de la Loire auprès de l'ordre des avocats du barreau de SAINT ETIENNE, préalablement à la signature des présents statuts.

6.2 Apports en nature

Le ou les associés n'effectuent aucun apport en nature.

6.3. Récapitulation des apports en capital

Apports en numéraire : 10.000 € rémunérés par 10.000 actions libérées en totalité

Apports en nature : néant

7/ CAPITAL SOCIAL

Le capital de la société est fixé à la somme de **DIX MILLE EUROS (10.000 €)**, divisé en 10.000 actions de un (1) Euro chacune de valeur nominale, entièrement libérées.

8/ MODIFICATION DU CAPITAL

Au cours de la vie sociale, des modifications peuvent être apportées au capital social, dans les limites prévues par la loi, par décision des associés selon les modalités prévues à l'article 17 des présents statuts.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, le capital ancien doit, au préalable, être intégralement libéré. Les associés peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

La réduction du capital est autorisée par décision des associés dans les cas et aux conditions prévus par la loi ; les associés peuvent déléguer tous pouvoirs au président à l'effet de la réaliser. La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme que la SAS ou la société anonyme.

9 / LIBERATION DES ACTIONS

Le montant des actions à souscrire en numéraire est payable au siège social ou aux caisses désignées à cet effet, à savoir lors de la constitution, la moitié au moins et lors des augmentations de capital, un quart au moins à la souscription et, le cas échéant, la totalité de la prime d'émission ; le solde restant à verser est appelé par le président aux conditions et modalités qu'il fixera, sans que la libération intégrale des actions puisse excéder un délai maximal de cinq ans.

Les appels de fonds sont effectués par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque associé, trente jours au moins à l'avance.

À défaut par l'associé de se libérer aux époques fixées par le président, les sommes exigibles sur le montant des actions souscrites par lui portent intérêt de plein droit en faveur de la société au taux de l'intérêt légal à compter de l'expiration du mois qui suit la date de l'exigibilité, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure. De plus, pour obtenir le versement desdites sommes, la société dispose du droit d'exécution, du recours en garantie et des sanctions prévues par la loi du 24 juillet 1966 codifiée sous le nouveau code de Commerce. Ainsi l'associé qui ne se sera pas exécuté après une mise en demeure sera privé du droit de vote.

10/ FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives ; elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires du compte. Tout associé peut demander à la société une attestation d'inscription en compte.

11/ TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont transmissibles à l'égard de la société et des tiers par virement de compte à compte.

11.1 - Agrément imposé pour les transmissions

Toute transmission et cession d'actions même au profit d'un associé ou du conjoint d'un associé est soumise à l'agrément préalable du président et du Directeur Général (s'il en existe un) à l'unanimité.

L'agrément, quand il existe, concerne toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant transfert de la propriété ou de la propriété démembrée des actions quelle qu'en soit sa qualification, y compris celle qui emporte transmission universelle du patrimoine (fusion, succession).

L'agrément s'applique aux cessions de droit d'attribution d'actions gratuites en cas d'incorporation au capital de bénéfices ou réserves ou primes d'émission ou de fusion.

L'agrément ne joue pas envers le bénéficiaire (cessionnaire ou attributaire) de droits de souscription liés à une augmentation de capital en numéraire ou par apport en nature ; l'agrément résulte de la procédure d'augmentation de capital arrêtée par les associés.

Pour les opérations donnant lieu à agrément, une demande sera faite indiquant les qualités du bénéficiaire potentiel (nom, prénom, domicile ou dénomination, siège, capital, RCS), la nature de l'opération projetée, le nombre d'actions dont le transfert est envisagé et leur prix ou la valeur retenue pour l'opération ; en cas de transmission suite au décès de l'associé, les ayants droit devront justifier de leur qualité d'héritier (certificat d'hérédité, notoriété) et de conjoint commun ou non en biens, selon le cas.

Cette demande est notifiée à la société par tout moyen sous réserve d'obtenir une date opposable à la société. Au vu de cette demande, le président de la société dispose d'un délai maximum de trois mois, pour convoquer les associés en vue de délibérer sur l'agrément de la cession. Le Président notifie la décision de l'assemblée au demandeur. À défaut de réponse du président dans le délai de trois mois à compter de la date de la demande faite, l'agrément sera acquis et l'opération envisagée pourra se réaliser.

En cas de refus d'agrément tacite ou dûment notifié, le demandeur peut renoncer à l'opération dès lors que la nature de l'opération le permet (la renonciation ne pouvant intervenir par exemple en cas de transmission par décès).

Si la société n'agrée pas la personne désignée, le président est tenu dans le délai de trois mois à compter de la notification de refus, de faire acquérir les actions soit par un associé, soit par un tiers, soit, avec le consentement du titulaire des actions transférées, par la société en vue d'une réduction de capital. À défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Au vu du rapport d'expertise, chaque partie peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les quinze jours du dépôt du rapport de l'expert désigné.

Si, à l'expiration du délai de trois mois prévu à l'alinéa précédent, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur n'ait renoncé à son projet si la nature de l'opération le permet. En cas d'acquisition par la société et en vue de régulariser le transfert de propriété des actions au profit du ou des acquéreurs, le demandeur devenu cédant sera invité par le président à signer l'ordre de mouvement correspondant dans le bref délai qu'il fixera. À défaut de signature de ce document dans le délai imparti, la cession sera réalisée d'office sur signature de ce document par le président, puis sera notifiée au cédant avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession.

En cas d'acquisition par la société de ses propres actions, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

La présente clause d'agrément est inapplicable en cas de réunion de toutes les actions en une seule main.

11.2.- Nantissement

Lorsque la société par l'intermédiaire de son président a donné son accord à un projet de nantissement d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des titres gagés en application de l'article 2078 du code civil.

12/ DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulières des associés.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre ; en conséquence, en cas de cession, les dividendes échus et non payés et les dividendes à échoir resteront, sauf clause contraire, attachés aux actions cédées et reviendront au cessionnaire.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors que ses titres sont inscrits à un compte ouvert à son nom.

Toute action donne droit, en cours de société comme en cas de liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement, de sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse entre toutes les actions indistinctement de toute exonération fiscale comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société.

À l'égard de la société, les actions sont indivisibles. Les copropriétaires d'actions sont tenus de se faire représenter pour chaque consultation par un seul d'entre eux ou par un mandataire pris en la personne d'un autre associé ; en cas de désaccord, le mandataire est désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Tout associé indivis peut exercer l'information prévue par les présents statuts.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

En cas de démembrement du droit de propriété de l'action, le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'approbation des comptes et l'affectation des résultats où le droit de vote est exercé par l'usufruitier. Le droit d'information prévu par l'article 21 des présents statuts est exercé par le nu-propiétaire et l'usufruitier.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou de toute autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

13/ PRESIDENT

La société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne physique ou morale, associé ou non de la société, nommée avec ou sans limitation de durée. En présence d'un associé unique, celui-ci exerce cette fonction ou désigne un tiers.

La personne âgée de plus de soixante cinq ans ne peut être président ; lorsqu'elle dépasse cet âge au cours du mandat, elle est réputée démissionnaire d'office lors de la plus prochaine décision des associés et mettra à l'ordre du jour de cette réunion la décision à prendre pour son remplacement.

Le ou les premiers Président sont désignés dans un acte distinct signé de l'associé unique ou de tous les associés ou de leur(s) mandataire(s), annexé aux présents statuts, après mention.

Le président sortant est rééligible.

Le président ne peut être révoqué que pour un motif grave et par décision collective prise à la majorité prévue à l'article 17 en ce compris les droits de vote attachés aux actions détenues par le président.

En l'absence de motif grave établi, la révocation du président pourrait donner lieu au versement d'une indemnisation au profit du président en fonction du préjudice subi.

Lorsqu'une personne morale est nommée président de la société, les dirigeants de la personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités que s'ils étaient président en leur nom propre en application de l'article L 227-7 du Code de Commerce.

La personne morale président sera représentée dans sa fonction par son représentant légal personne physique, à moins que la société ne préfère désigner un représentant spécial. Dans ce cas, pour être opposable à la société par actions simplifiées, la personne morale est tenue de désigner dans le mois de sa nomination un représentant personne physique pour la durée de son propre mandat de président. Le nom et les qualités de ce représentant seront notifiés par lettre recommandée à la société. Si la personne morale président met fin aux fonctions du représentant, la cessation des fonctions ne sera opposable à la SAS qu'à compter de la notification qui lui en sera faite contenant la désignation d'un nouveau représentant personne physique (nom et qualités).

14/ STATUTS ET POUVOIRS DU PRESIDENT

La rémunération du président est librement fixée par le président est sera ratifiée par décision collective des associés de la société lors de la tenue de l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social clos.

. Toute modification de cette rémunération suit la même règle visée ci avant.

Le président est le seul représentant légal de la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social conformément à l'article L 227-6 du Code de Commerce.

Il exerce tous les pouvoirs à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou par les présents statuts aux décisions collectives des associés telles qu'énoncées à l'article 17 des présents statuts.

Le président peut déléguer des pouvoirs spécifiques et délimités à toute personne de son choix ; il engage sa responsabilité pour toute décision prise par son mandataire.

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L. 432-6 du code du travail auprès du président et du directeur général, s'il en a été nommé un.

15/ DIRECTEUR GENERAL

Le président peut donner mandat à une personne physique (ou à plusieurs) associée ou non, pour l'assister dans ses fonctions, à titre de directeur général.

Dans l'acte de nomination qui fera l'objet des publications légales, le président fixe la durée du mandat et l'étendue des pouvoirs du directeur général. Il détermine sa rémunération et la modifie s'il y a lieu. Celle-ci ne pourra excéder celle du président sauf si ce dernier exerce son mandat à titre gratuit.

Le directeur général est révocable à tout moment et sans motivation.

En cas de décès, démission ou révocation (ou en cas d'empêchement temporaire) du président, le directeur général conserve ses fonctions et attributions ; il provoque une réunion des associés chargée de nommer un nouveau président dont la désignation met fin automatiquement à ses fonctions.

Le directeur général exerce envers les tiers les mêmes pouvoirs que le Président à l'exception de restrictions lors de sa nomination et du pouvoir d'ester en justice pour la société.

16/ CONVENTIONS REGLEMENTEES

Toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la société et ses dirigeants ou entre la société et l'un de ses associés disposant d'une fraction de vote supérieure à 5 % ou la société contrôlant une société associée disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5 %, donnera lieu à l'établissement d'un rapport par le commissaire aux comptes s'il existe ou à défaut par le Président.

Cette procédure s'applique aux sociétés du même groupe ; elle s'applique également lorsque l'une des personnes est indirectement intéressée à la convention et lorsqu'une convention intervient entre la société et une entreprise au sein de laquelle l'un des dirigeants de la société présentement constituée est également propriétaire, associé indéfiniment responsable ou dirigeant à quelque titre que ce soit de cette entreprise.

Échappent à ces dispositions les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales. Le texte des conventions libres doit être communiqué, le cas échéant, au commissaire aux comptes, tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Le cas échéant, en cas de commissaires aux comptes, le président et le directeur général doivent aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues ; cette information sera donnée suite à la demande qui sera faite par le commissaire aux comptes et en toute hypothèse au plus tard lorsque les comptes annuels sont transmis au commissaire aux comptes.

Les associés statuent sur ce rapport chaque année lors de l'approbation des comptes, l'associé intéressé ne prenant pas part au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société. En présence d'un associé unique, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

17/ DECISION DES ASSOCIES

Les décisions qui doivent être prises collectivement par les associés tant en vertu de la loi que des présents statuts sont celles qui concernent :

- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction de capital ;
- la fusion, la scission ou la dissolution de la société ainsi que toutes les règles relatives à la liquidation et aux pouvoirs du liquidateur ;
- la prorogation de la durée de la société ;
- la modification de dispositions statutaires à l'exception du pouvoir du président en matière de changement de siège selon l'article 4 ;
- la nomination, la révocation du président
- la ratification de la rémunération du Président lors de l'assemblée générale annuel ordinaire statuant sur les comptes sociaux d'un exercice ;
- la nomination de commissaires aux comptes en cours de la vie sociale ;
- l'approbation ou le refus des conventions réglementées selon la procédure de l'article 16 ;
- les comptes annuels et les bénéfices. À cet égard, au moins une fois par an et dans les six mois de la clôture de l'exercice social, les associés sont consultés pour statuer sur les comptes annuels.

Toute autre décision relève du pouvoir du président.

Pour tous les domaines d'interventions énoncés ci-avant, les décisions des associés sont prises dans les formes et selon les modalités prévues par le président. Elles peuvent résulter d'une réunion des associés, d'une consultation écrite, de la signature d'un acte ou d'une convention ou de tout moyen apportant une sécurité comparable.

La décision de consulter les associés appartient au président sauf le droit pour le commissaire aux comptes de convoquer une assemblée en cas de carence du président et après l'avoir mis en demeure de le faire.

Le président est autorisé à utiliser tout support électronique, télématique ou autre dont la production serait admise à titre de preuve envers les tiers et les administrations ; ces supports seront admis tant pour la consultation des associés que pour la justification de celle-ci envers les tiers.

À cet égard, il appartient au président d'apprécier sous sa responsabilité si le moyen de consultation retenu offre des garanties suffisantes de preuve et permet, si besoin, d'effectuer les formalités inhérentes à la décision prise.

Les décisions autres que celles où la loi ou les présents statuts imposent l'unanimité sont prises à la majorité absolue des voix des associés à l'exception des décisions ayant trait à l'agrément de tiers lors de la cession d'action (article 11.1).

Pour le décompte de la majorité sont retenus les votes par mandataire régulièrement désigné quand le mandat est admis ; les abstentions lors des réunions ou des consultations écrites sont considérées comme des votes contre.

En principe, chaque associé participe personnellement au vote. Toutefois, pour les assemblées, il peut désigner un mandataire en la personne de son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou par un autre associé. Le mandat est donné pour l'ensemble des décisions à prendre au cours d'une assemblée.

En cas de consultation écrite, l'associé vote personnellement.

Pour les décisions prises dans un acte, l'associé peut être représenté par toute personne de son choix dès lors que le mandat est régulier et spécial.

Une décision unanime des associés est exigée pour :

- toute augmentation des engagements d'un associé et notamment l'augmentation de la valeur nominale des actions sauf par voie d'incorporation de réserve, la transformation de la SAS en une société en nom collectif, l'adoption d'un capital variable ;
- l'adoption ou la modification de clauses relatives à l'agrément de la société pour les transferts d'actions (art. 11 des présents statuts), l'exclusion d'un associé, l'obligation pour un associé de céder ses actions, le tout conformément à l'article L 227-19 du Code de Commerce.

En présence d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus par la loi et les statuts aux associés lorsqu'une prise de décision collective est nécessaire. Les modalités de consultation des associés sont alors inapplicables. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Les décisions prises par l'associé unique sont répertoriées dans un registre qu'il aura fait coter et parapher.

18/ MODALITES PRATIQUES DE CONSULTATION

18.1. - Assemblées

Les associés sont réunis en assemblée sur convocation du président ou en cas de carence sur celle du commissaire aux comptes ainsi qu'il est prévu à l'article 17. Le commissaire aux comptes est convoqué à toute assemblée, par lettre recommandée avec accusé réception ou par lettre remise en mains propres et visée.

L'auteur de la convocation choisit le mode de convocation qu'il considère le mieux adapté et il fixe l'ordre du jour ; il donne connaissance aux associés par tout moyen approprié des résolutions devant être prises.

L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre lieu, suivant les indications figurant dans la convocation. Le délai entre la convocation et la tenue de l'assemblée est de quinze jours. Tout associé non présent physiquement peut exercer son droit de vote par mandataire ainsi qu'il est indiqué à l'article 17.

L'assemblée est présidée par le président associé de la société ou à défaut par l'associé présent ou représenté détenant le plus grand nombre d'actions sous réserve qu'il accepte cette fonction ; le président peut se faire assister d'un secrétaire de son choix.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui mentionne sous la responsabilité du président les éléments nécessaires à l'information des associés et des tiers et notamment le sens du vote, intervenu résolution par résolution.

Ce procès-verbal est établi et signé par le président sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé. Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité et paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou inversion de feuilles est interdite. Les copies ou extraits de délibération des associés sont valablement certifiés conformes par le président.

18.2. - Consultation écrite

En cas de consultation écrite à l'initiative du président, il adresse, dans les formes qu'il considère les mieux adaptées, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés et notamment ceux visés à l'article 21. Le commissaire aux comptes est préalablement informé de toute consultation écrite et du texte des résolutions proposées.

Ces associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la réception des projets de résolution pour émettre leur vote ; le vote peut être émis par tous moyens. Lorsque le document ou le support n'exprime pas un vote précis pour une ou plusieurs résolutions, l'associé sera présumé s'être abstenu.

En cas de vote par télécopie, celle-ci sera datée, paraphée au bas de chaque page et signée sur la dernière page par l'associé qui l'émet. Pour qu'une télécopie soit admise comme exprimant un vote, il convient que pour chaque décision un vote par "oui" ou par "non" soit nettement exprimé ; à défaut l'associé sera considéré comme s'abstenant. Dès réception, les télécopies sont paraphées et signées par le président qui les annexe au procès-verbal de la consultation. L'associé qui retient ce mode d'expression ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique lié au transfert des télécopies ; le principe demeure que chaque associé participe personnellement à la consultation, ces modes d'expression n'étant que des moyens facilitant leur manifestation.

De même si le président l'autorise pour un ou plusieurs associés dénommés, le droit de vote peut être exprimé par voie d'E-Mail sous réserve de l'utilisation d'un logiciel de cryptage. Dans ce cas, l'associé communiquera au président le code d'accès ; une copie de l'E-Mail sera faite contenant le nom et l'adresse de l'associé, la date et l'heure d'envoi. Le président certifiera conforme cette sortie papier par rapport au message écran reçu. Cette copie certifiée sera annexée au procès-verbal de la consultation. Pour que l'E-Mail soit admis comme exprimant un vote, il convient que pour chaque décision un vote par "oui" ou par "non" soit nettement exprimé ; à défaut, l'associé sera considéré comme s'abstenant. Là encore l'associé qui retient ce mode d'expression ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique lié au transfert des télécopies qui empêcherait une manifestation claire de son vote.

Tout associé qui n'aura pas voté dans le délai prévu ci-avant sera considéré comme ayant voulu s'abstenir.

Le président établira un procès-verbal faisant état des différentes phases de la consultation et sur lequel sera porté le vote de chaque associé ou le défaut de réponse ; les supports matériels de la réponse des associés quand ils existent seront annexés au procès-verbal.

19/ Actes

Les associés, à la demande du président, prennent les décisions dans un acte ; l'apposition des signatures et paraphes de tous les associés sur ce document unique vaut prise de décision. Le commissaire aux comptes est tenu informé des projets d'acte emportant prise de décision ; une copie de l'acte projeté lui est adressée sur simple demande.

Cet acte devra contenir : les conditions d'information préalables des associés et, s'il y a lieu, des documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre ; la nature précise de la décision à adopter ; l'identité (nom, prénoms, domicile) de chacun des signataires du document.

L'original de cet acte, s'il est sous seing privé, reste en possession de la société pour être enliassé dans le registre des procès-verbaux. Cette décision est mentionnée à sa date dans le registre des procès-verbaux en indiquant la date, la nature, l'objet de l'acte, les noms et prénoms de tous les signataires de cet acte. Pour les besoins des tiers ou des formalités, le président établit des copies certifiées conformes de cet acte.

20/ INFORMATION DES ASSOCIES

Pour chaque consultation des associés qui donne lieu à l'établissement d'un rapport du commissaire aux comptes et/ou à un rapport du président, copies de ces documents sont adressées aux associés lorsque la consultation n'a pas lieu par voie de réunion des associés.

Pour les consultations annuelles ayant trait aux comptes sociaux, les associés peuvent, 15 jours avant la date prévue, prendre connaissance au siège social de l'inventaire, des comptes annuels, des comptes consolidés s'il en est établi, du rapport du président, du ou des rapports des commissaires aux comptes, du tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices.

Le droit de consulter emporte celui de prendre copie sauf pour l'inventaire ; des frais de copie peuvent être réclamés par la société. Il appartient au président d'assurer aux associés une information loyale dans le cadre des décisions qu'ils ont à prendre.

21/ EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Le premier exercice social comprendra la période courue entre le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et le **31 décembre 2021**.

22/- ETABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX

À la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe) en se conformant aux dispositions légales ou réglementaires applicables en ce domaine. Il établit un rapport de gestion.

23/ - APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET AFFECTATION DES RESULTATS

Une décision collective des associés ou l'associé unique approuve les comptes, sur rapport du commissaire aux comptes dans un délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Cette décision peut être prise en assemblée, par consultation écrite ou dans un acte au choix du président et sous réserve d'une information des associés conformément à l'article 21 des statuts.

La décision collective ou l'associé unique se prononce également sur l'affectation à donner au résultat de cet exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la "réserve légale" est descendue au-dessous de cette fraction.

Les associés décident souverainement de l'affectation du solde du bénéfice augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires antérieurs; ils déterminent notamment la part attribuée aux associés sous forme de dividende.

Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition.

Les dividendes des actions sont payés aux époques et lieux fixés par l'assemblée ou par le conseil d'administration dans un délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice.

24/ CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu de consulter les associés dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La résolution adoptée par les associés est publiée et donne lieu à l'accomplissement des formalités réglementaires.

À défaut de consultation des associés, la dissolution éventuelle pourra être demandée dans les conditions prévues à l'article L 225-248 du Code de Commerce.

Pour le cas où la dissolution n'est pas prononcée, la procédure de régularisation aura lieu conformément aux prescriptions de l'article L 225-248 du Code de Commerce.

25/ DISSOLUTION - LIQUIDATION

I) À toute époque et en toutes circonstances, une décision des associés peut prononcer la dissolution anticipée de la société. Un an, au moins, avant la date d'expiration de la durée de la société, le président convoque les associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée ou non.

La dissolution pourra également intervenir par décision judiciaire dans les cas prévus par la loi.

À l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, les associés, sur la proposition du président, règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs, dont ils déterminent les pouvoirs.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs du président et de tous mandataires, ainsi que des commissaires aux comptes.

II) En présence d'un associé unique, la dissolution de la société décidée par celui-ci entraînera transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation. Cette transmission et l'exercice éventuel des droits des créanciers auront lieu conformément aux articles 1844-5 et 1844-8 modifiés du code civil.

26/ CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre les associés et la société ou le président, soit entre les associés eux-mêmes relativement aux affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

27/ DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires doivent être désignés lorsque la société remplit les conditions visées à l'article L 227-9-1 issu de la loi 2008-776- du 4 août 2008 et à l'article R 227-1 issu du décret 2009-234 du 25 février 2009

28 / JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

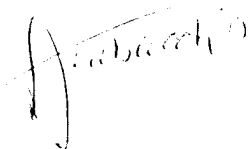
Toutefois, les soussignés déclarent accepter, purement et simplement, les actes accomplis pour le compte de la société en formation, tels qu'ils sont énoncés dans un état annexé aux présents statuts avec l'indication, pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résultera pour la société, étant précisé que ledit état a été tenu à la disposition des associés (qui ont pu en prendre copie) trois jours au moins avant la date des présentes.

En conséquence, la société reprendra, purement et simplement, lesdits engagements dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

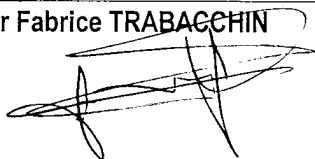
Fait à SAINT ETIENNE le 11 12/12/2020

En 3 originaux dont un pour rester déposé au siège social et 2 pour l'accomplissement des diverses formalités. Un exemplaire des statuts sur papier libre a été remis aux associés fondateurs.

Monsieur Angelo TRABACCHIN



Monsieur Fabrice TRABACCHIN



ANNEXE n° 2

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE

DE LA SOCIETE EN FORMATION

Etat des actes accomplis pour le compte de la société «**A.F.T. Import-Export** », société par actions simplifiée en formation au capital de 10.000 €, ayant son siège à VEAUCHE (42340) 30 Avenue d'Andrézieux, dont les statuts sont établis suivant acte sous seings privés en date de ce jour.

O. - PARTIES DE L'ACTE

- **Monsieur Angelo TRABACCHIN**
demeurant à VEAUCHE (42340) 30 Avenue d'Andrézieux

- **Monsieur Fabrice TRABACCHIN**
demeurant à VEAUCHE (42340) 30 Avenue d'Andrézieux

Associées de la société ci-dessus dénommée.

1. - ACTES ACCOMPLIS

Les soussignés indiquent que, préalablement à la signature, par eux-mêmes, des statuts de la société, ils ont établi le présent état des actes accomplis pour le compte de cette société en formation :

- Selon liste ci jointe

Conformément à l'article 26, alinéa 2, du décret n° 67.236 du 23 mars 1967, les engagements énoncés dans le présent état annexé aux statuts seront repris par la société lorsque celle-ci sera immatriculée au R.C.S.

Fait à SAINT ETIENNE, le 14/06/2020

En trois originaux formant annexes des statuts de la société sus-visée.

Monsieur Angelo TRABACCHIN
(signature)



Monsieur Fabrice TRABACCHIN
(signature)



ANNEXE n° 3

MANDAT D'ACCOMPLIR DES ACTES POUR LE COMPTE
DE LA SOCIETE EN FORMATION

Mandat des actes à accomplir pour le compte de la société «**A.F.T. Import-Export** », société par actions simplifiée en formation au capital de 10.000 €, ayant son siège à VEAUCHE (42340) 30 Avenue d'Andrézieux, dont les statuts sont établis suivant acte sous seings privés en date de ce jour.

O. - PARTIES A L'ACTE

- **Monsieur Angelo TRABACCHIN**

demeurant à VEAUCHE (42340) 30 Avenue d'Andrézieux

- **Monsieur Fabrice TRABACCHIN**

demeurant à VEAUCHE (42340) 30 Avenue d'Andrézieux

Associées de la société ci-dessus dénommée

I. - EXPOSE

Suivant l'article 26, alinéa 3 du décret n° 67.236 du 23 mars 1967, les associés peuvent dans les statuts ou par acte séparé, donner mandat à l'un ou plusieurs d'entre eux ou au Président non associé, de prendre des engagements pour le compte de la société. Sous réserve qu'ils soient déterminés et que les modalités en soient précisées par le mandat, l'immatriculation de la société au R.C.S. emporte reprise de ces engagements par ladite société.

Ceci exposé, les soussignés décident ce qui suit :

II. - MANDAT

En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la société au R.C.S., les associés donnent mandat exprès à :

Monsieur Angelo TRABACCHIN et/ou Monsieur Fabrice TRABACCHIN agissant conjointement ou séparément qui acceptent de prendre au nom et pour le compte de la société en formation ci-dessus dénommés les engagements suivants :

- Réaliser tous actes entrant dans l'objet social et de ses pouvoirs.

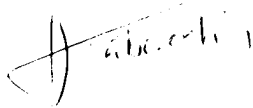
Aux effets ci-dessus, il passera et signera tous actes, fera toutes déclarations et affirmations, élira domicile, substituera en tout ou en partie et généralement fera le nécessaire.

Par ailleurs, et dès à présent, le Président est autorisé à réaliser les actes entrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs. Après immatriculation, la collectivité des associés sera consultée sur ces actes et, par décision ordinaire, elle pourra prévoir leur reprise par la société.

FT
45

Fait à SAINT ETIENNE, le 11/11/2010
En trois originaux formant annexes des statuts de la société sus-visée.

Monsieur Angelo TRABACCHIN
(signature)



Monsieur Fabrice TRABACCHIN
(signature)



ANNEXE n° 4

NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

de la société «**A.F.T. Import-Export** », société par actions simplifiée en formation au capital de 10.000 €, ayant son siège à VEAUCHE (42340) 30 Avenue d'Andrézieux, dont les statuts sont établis suivant acte sous seings privés en date de ce jour.

0. - PARTIES A L'ACTE

- **Monsieur Angelo TRABACCHIN**

demeurant à VEAUCHE (42340) 30 Avenue d'Andrézieux

- **Monsieur Fabrice TRABACCHIN**

demeurant à VEAUCHE (42340) 30 Avenue d'Andrézieux

Associées de la société ci-dessus dénommée

I - NOMINATION DU PRESIDENT - REMUNERATION

En application des dispositions de l'article 13 des statuts de la société ci-dessus dénommée, les associés nomment :

- **Monsieur Angelo TRABACCHIN**

demeurant à VEAUCHE (42340) 30 Avenue d'Andrézieux

Né à SAINT ETIENNE (42000), le 25 mai 1998

comme premier Président

La durée du mandat n'est pas limitée.

Actuellement la Présidence n'est pas rémunérée, la fixation de la rémunération sera décidée ultérieurement selon le respect des dispositions statutaires.

Le Président désigné, intervenant à cet effet, déclare accepter le mandat confié, précisant qu'à sa connaissance, il ne se trouve dans aucun des cas d'interdiction ou de déchéance faisant obstacle à son exercice.

II - NOMINATION D'UN DIRECTEUR GENERAL – POUVOIRS - REMUNERATION

En application des dispositions de l'article 15 des statuts de la société ci-dessus dénommée, les associés prennent compte de la nomination en qualité de directrice générale :

- **Monsieur Fabrice TRABACCHIN**

demeurant à VEAUCHE (42340) 30 Avenue d'Andrézieux

Né à LYON (69003) le 30 avril 1966

Cette nomination est faite pour une durée illimitée mais qui ne serait être supérieure à celle du président.



Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président à l'exception de celui de représenter la société en justice.

La rémunération du Directeur Général sera fixée ultérieurement par le Président selon les dispositions des statuts. En tout état de cause, il aura droit dès son entrée en fonction, au remboursement sur état de ses frais, déplacements et débours, faits en raison ou à l'occasion de leurs fonctions.

Monsieur Fabrice TRABACCHIN, ici présent et soussigné, accepte le mandat qui vient de lui être conféré et déclare qu'il n'est frappé d'aucune mesure susceptible de leur interdire d'exercer la fonction de Directeur Général de la société.

III. - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont confiés à tout porteur soit de copies authentiques ou d'originaux selon le cas, soit de copies ou d'extraits conformes du présent acte à l'effet de l'accomplissement de toutes formalités requises.

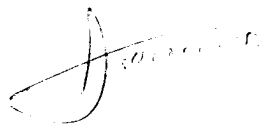
Fait à SAINT ETIENNE, le 11/11/2010

En trois originaux formant annexes des statuts de la société sus-visée.

Monsieur Angelo TRABACCHIN

(bon pour acceptation des fonctions de Président + signature)

Bon pour acceptation des fonctions de Président



Monsieur Fabrice TRABACCHIN

(bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général + signature)

Bon pour Acceptation des fonctions de Directeur Général